

www.stat.gouv.qc.ca

I n s t i t u t d e l a s t a t i s t i q u e d u Q u é b e c

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2006

Faits saillants



Québec 

COMPARAISON DE L'ISQ ET MARCHÉ DU TRAVAIL

- ❑ Le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés* de l'ISQ porte sur la comparaison de la rémunération globale des salariés syndiqués de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois.
- ❑ L'administration québécoise comprend les employés de la fonction publique ainsi que ceux des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ❑ Les autres salariés québécois sont employés dans les secteurs privé et « autre public ». Ce dernier comprend les entreprises à caractère public des trois paliers de gouvernement au Québec, les universités ainsi que les administrations fédérale et municipale. Des résultats détaillés sont fournis pour chacune des composantes de ce secteur¹.
- ❑ La comparaison est également effectuée selon le facteur de syndicalisation pour l'ensemble des autres salariés québécois et ceux du secteur privé.
- ❑ Les résultats de la rémunération globale sont obtenus selon la méthode des débours qui considère les coûts de l'employeur pour une année donnée. La rémunération globale comprend trois composantes principales² : les salaires, les avantages sociaux et les heures de présence au travail (les heures régulières moins les heures chômées payées).
- ❑ La comparaison est effectuée à partir des salaires de 2006 et porte sur les établissements de 200 employés et plus. Dans le cas des municipalités, elle considère celles de 25 000 habitants et plus, qui comptent généralement au moins 200 employés.
- ❑ L'examen de 60 emplois repères répartis dans 5 catégories d'emplois permet de prendre en compte près d'un salarié de l'administration québécoise sur cinq. Une part importante des autres salariés de l'administration québécoise occupe des emplois n'ayant pas de point de comparaison directe et pertinente sur le marché du travail québécois, comme les infirmières et les enseignants. En excluant ces salariés, la proportion de ceux couverts passe à 70 %.

1. En ce qui concerne l'administration municipale, la comparaison des salaires et des échelles salariales est présentée; toutefois, comme en 2005, il n'y a pas de comparaison spécifique de la rémunération globale. Afin de préserver la comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur « autre public », un ajustement a cependant été appliqué pour permettre de calculer la rémunération globale par emploi repère dans l'administration municipale.
2. Certains coûts de la rémunération globale ne peuvent être recueillis ou pris en compte actuellement, notamment ceux reliés à la rémunération variable et à la sécurité d'emploi.

Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois (ASQ) ¹	
	Secteur privé ²	Secteur « autre public »
• Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux • Éducation - Commissions scolaires - Cégeps • Santé et services sociaux - Régies régionales de la santé et des services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	- Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	- Entreprises provinciales (sociétés d'État et autres) - Administration fédérale au Québec - Entreprises fédérales au Québec - Universités - Administrations municipales - Entreprises locales

1. Pour la comparaison, la rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également analysées selon le statut de syndicalisation des salariés.
2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
3. Ne comprend pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

ÉCARTS SALARIAUX ET DE RÉMUNÉRATION GLOBALE

RETARD SALARIAL DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE FACE À TOUS LES SECTEURS

- ❑ Le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 15,2 % par rapport à celui de l'ensemble des autres salariés québécois et de 15,7 % face à celui des salariés du secteur privé.
- ❑ Des retards de plus de 20 % sont observés par rapport aux salariés syndiqués du secteur privé (- 22,1 %), au secteur « entreprises publiques » (- 21,6 %) et à l'administration fédérale (- 20,2 %).
- ❑ L'administration québécoise est en retard de façon moins marquée vis-à-vis du secteur universitaire (- 6,0 %) et des non-syndiqués (- 9,2 % face aux autres salariés québécois non syndiqués et - 8,9 % par rapport au secteur privé non syndiqué).

RETARD DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE PAR RAPPORT À PRESQUE TOUS LES SECTEURS

- ❑ L'administration québécoise affiche un retard de 12,0 % face à l'ensemble des autres salariés québécois sur le plan de la rémunération globale. Un retard est également noté par rapport aux secteurs privé (- 8,2 %) et « autre public » (- 19,5 %).
- ❑ Les employés de l'administration québécoise sont en retard face aux autres salariés québécois syndiqués (- 18,7 %); c'est aussi le cas vis-à-vis des syndiqués du secteur privé (- 20,4 %).
- ❑ Toutefois, ils sont à parité avec les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé).

Comparaison de la rémunération, administration québécoise par rapport aux différents secteurs (écarts en %)

	Salaire	Rémunération globale
Autres salariés québécois	- 15,2	- 12,0
Autres salariés québécois syndiqués	- 17,9	- 18,7
Autres salariés québécois non syndiqués	- 9,2	=
Privé	- 15,7	- 8,2
Privé syndiqué	- 22,1	- 20,4
Privé non syndiqué	- 8,9	=
« Autre public »	- 16,2	- 19,5
Administration municipale	- 15,0	...
« Entreprises publiques »	- 21,6	- 20,2
Universitaire	- 6,0	- 12,8
Administration fédérale	- 20,2	- 21,5

... N'ayant pas lieu de figurer

 Rémunération équivalente (administration québécoise et secteur)

 Rémunération moins élevée dans l'administration québécoise

COMPARAISON SELON LES EMPLOIS ET LES CATÉGORIES

RETARD DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE DANS LA MAJORITÉ DES EMPLOIS

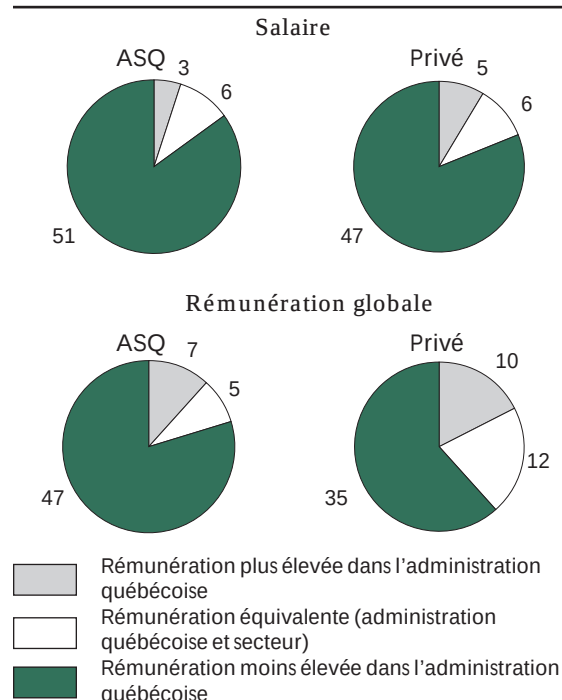
- Pour 85 % des emplois et de l'effectif, l'administration québécoise affiche un retard salarial face aux autres salariés québécois.
- L'administration québécoise accuse un retard salarial vis-à-vis du secteur privé pour environ 81 % des emplois et de l'effectif apparié.
- En ce qui concerne la rémunération globale, l'administration québécoise enregistre un retard par rapport à l'ensemble des autres salariés québécois pour près de 80 % des emplois et de l'effectif.
- L'administration québécoise accuse un retard de la rémunération globale face au secteur privé pour environ 60 % des emplois et de l'effectif.

Comparaison de la rémunération selon les catégories d'emplois (écarts en %)

	ASQ		Privé	
	Salaire	Rémun. globale	Salaire	Rémun. globale
Professionnels	- 11,5	- 6,8	- 11,6	- 3,9
Techniciens	- 10,9	- 4,3	- 9,3	=
Employés de bureau	- 19,8	- 17,2	- 22,0	- 13,4
Employés de service	- 8,2	- 8,9	- 6,0	=
Ouvriers	- 41,7	- 42,6	- 47,6	- 45,8

- Rémunération équivalente (administration québécoise et secteur)
- Rémunération moins élevée dans l'administration québécoise

Répartition des emplois selon le statut de comparaison (nombre d'emplois)



CATÉGORIES D'EMPLOIS : PRÉSENCE IMPORTANTE DE RETARDS

- Les professionnels, les employés de bureau et les ouvriers affichent un retard de l'administration québécoise par rapport aux autres salariés québécois et à ceux du secteur privé, tant sur le plan du salaire que sur celui de la rémunération globale.
- Chez les techniciens et les employés de service, l'administration québécoise montre un retard salarial par rapport aux autres salariés québécois et à ceux du secteur privé. Sur le plan de la rémunération globale, un retard est aussi observé face aux autres salariés québécois dans ces deux catégories; la parité des deux secteurs est toutefois notée dans la comparaison avec le secteur privé.

ÉCHELLES SALARIALES

MAXIMUMS NORMAUX DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE GÉNÉRALEMENT EN RETARD

- ❑ Les maximums normaux des échelles salariales de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois et du secteur privé dans les trois catégories d'emplois considérées; cela révèle un potentiel salarial inférieur.
- ❑ Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de tous les secteurs chez les techniciens et les employés de bureau. En ce qui concerne les professionnels, un retard est noté dans la comparaison avec presque tous les secteurs, à l'exception du secteur privé syndiqué où la parité est observée.
- ❑ Chez les employés de bureau, les salariés de l'administration québécoise occupent, dans toutes les comparaisons, une position plus avancée dans leur échelle salariale que ceux des secteurs concernés. L'administration québécoise affiche, dans presque tous les cas, une meilleure situation dans la comparaison des salaires que dans celle des maximums normaux.
- ❑ Environ 80 % des professionnels, 50 % des techniciens et 60 % des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Par contre, les échelles salariales de l'administration québécoise ne comportent pas de tels maximums.

Comparaison des échelles salariales

	Administration québécoise		Autres salariés québécois			Secteur privé		
	Maximum normal ¹	Position dans l'échelle	Maximum normal	Écart des maximums normaux	Position dans l'échelle	Maximum normal	Écart des maximums normaux	Position dans l'échelle
	\$	%	\$	%	%	\$	%	%
Professionnels	65 726	75,4	71 950	– 9,5	77,8	71 711	– 9,1	84,3
Techniciens	46 164	84,4	51 648	– 11,9	74,5	50 443	– 9,3	74,3
Employés de bureau	32 896	95,8	40 551	– 23,3	81,9	41 310	– 25,6	83,7

1. Les maximums normaux de l'administration québécoise correspondent à la moyenne de ceux de l'ensemble des emplois utilisables dans la comparaison de ce secteur avec les autres salariés québécois.

AVANTAGES SOCIAUX ET HEURES DE TRAVAIL

Débours pour les principaux regroupements d'avantages sociaux et les heures chômées payées (en % du salaire)

	Régime de retraite	Assurances	Heures chômées payées	Total des débours
Administration québécoise	6,0	3,0	15,6	37,1
Autres salariés québécois	5,3	4,7	14,9	36,3
Autres salariés québécois syndiqués	6,5	4,5	15,9	38,4
Autres salariés québécois non syndiqués	4,0	5,0	13,7	34,0
Privé	4,6	5,0	14,1	35,0
Privé syndiqué	7,1	5,0	15,1	38,5
Privé non syndiqué	3,9	5,1	13,6	33,8
« Autre public »	6,7	4,5	16,9	39,6
« Entreprises publiques »	1,9	4,6	16,5	34,1
Universitaire	7,7	4,7	16,9	40,7
Administration fédérale	12,7	3,5	17,3	44,1

- Débours plus élevés dans l'administration québécoise
- Débours équivalents (administration québécoise et secteur)
- Débours moins élevés dans l'administration québécoise

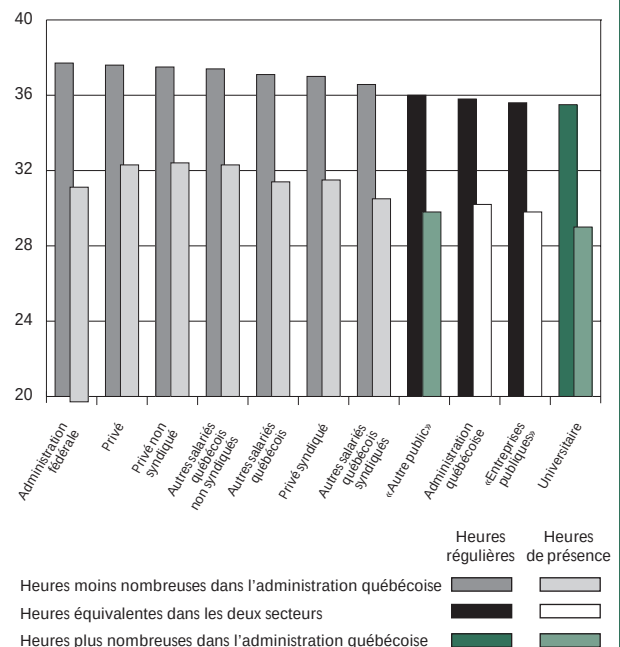
SEMAINE DE TRAVAIL DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE PLUS COURTE QUE CELLE DES AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS

- La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle de l'administration fédérale, des autres salariés québécois et des employés du secteur privé (syndiqués et non syndiqués); elle est toutefois plus longue que celle observée dans le secteur universitaire. La situation est la même au chapitre des heures de présence au travail.
- L'administration fédérale affiche les heures régulières les plus nombreuses. Le secteur universitaire présente le nombre le moins élevé, tant pour les heures régulières que pour celles de présence au travail.
- La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est équivalente à celles des secteurs « autre public » et « entreprises publiques ». Une similarité est aussi notée avec le secteur « entreprises publiques » quant aux heures de présence au travail, alors que ces dernières sont plus longues dans l'administration québécoise que dans le secteur « autre public ».

ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE ET AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS : COÛTS TOTAUX SIMILAIRES

- Le total des coûts des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (37,1 % du salaire) est plus élevé que ceux observés dans les secteurs privé et « entreprises publiques » ainsi que chez les non-syndiqués (ASQ et secteur privé), mais inférieur à ceux du secteur « autre public » et de ses autres composantes.
- Le coût des régimes de retraite de l'administration québécoise est supérieur à ceux notés dans le secteur privé, chez les non-syndiqués (ASQ et privé) et dans le secteur « entreprises publiques »; il est toutefois inférieur aux coûts observés dans le secteur universitaire et dans l'administration fédérale.
- Pour l'ensemble des régimes d'assurance, l'administration québécoise dépense moins que tous les secteurs comparés.
- Les heures chômées payées dans l'administration québécoise coûtent plus cher que chez les autres salariés québécois de même que dans le secteur privé et chez les non-syndiqués. Elles coûtent cependant moins que dans le secteur « autre public » et ses composantes.

Heures hebdomadaires de travail



ÉVOLUTION DE LA COMPARAISON

ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE ET AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS : STABILITÉ DES ÉCARTS ENTRE 2005 ET 2006, MAIS AFFAIBLISSEMENT ENTRE 2001 ET 2006

- Entre 2005 et 2006, la situation comparative de l'administration québécoise est demeurée stable par rapport aux autres salariés québécois (ensemble et syndiqués), tant sur le plan salarial que sur celui de la rémunération globale.
- La stabilité des écarts entre 2005 et 2006 est également notée dans la comparaison du salaire et de la rémunération globale avec les secteurs privé et « entreprises publiques » ainsi que dans la comparaison de la rémunération globale avec le secteur universitaire. Un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise est observé face à tous les autres secteurs.
- Lorsque les années 2001 et 2006 sont considérées, la situation comparative de l'administration québécoise s'affaiblit vis-à-vis de presque tous les secteurs, tant sur le plan du salaire que sur celui de la rémunération globale. Les seules exceptions concernent la comparaison salariale avec l'administration municipale et la comparaison de la rémunération globale avec le secteur « entreprises publiques »; dans les deux cas, la stabilité des écarts est observée.

Différence entre les écarts de rémunération de 2006 et 2005 et de 2006 et 2001, administration québécoise par rapport aux secteurs du marché du travail (en points de %)

Secteur	Salaire		Rémunération globale	
	Écart 2006 moins écart 2005	Écart 2006 moins écart 2001	Écart 2006 moins écart 2005	Écart 2006 moins écart 2001
Autres salariés québécois	- 0,2	- 7,5	- 0,2	- 6,7
Privé	- 0,2	- 7,7	0,0	- 7,1
« Autre public »	- 0,8	- 8,4	- 0,7	- 8,9
Administration municipale	- 1,3	0,4	..	..
« Entreprises publiques »	0,1	- 10,9	0,2	- 7,3
Universitaire	- 0,5	- 5,0	- 0,6	- 9,4
Administration fédérale	- 2,0	- 19,1	- 2,6	- 21,4
Autres salariés québécois syndiqués	- 0,4	- 7,9	- 0,3	- 7,8
Autres salariés québécois non syndiqués	- 0,4	- 5,8	- 0,4	- 5,4

.. Donnée non disponible

- Stabilité de la situation comparative de l'administration québécoise
- Affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise

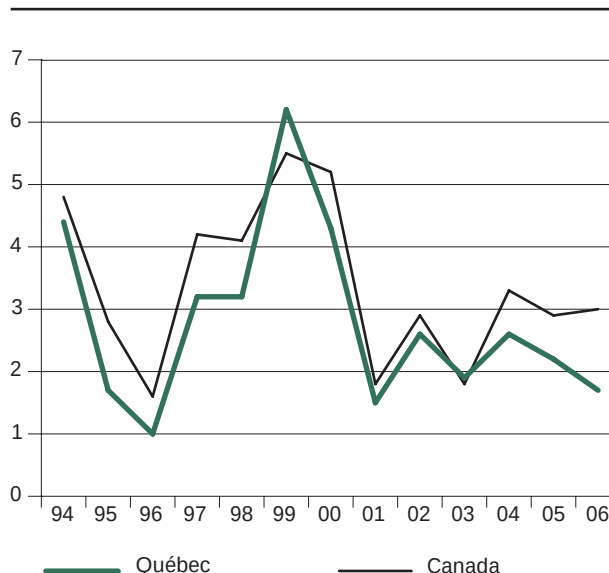
LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RALENTIT EN 2006

- ❑ Au premier semestre de 2006, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec augmente de 1,7 %, un rythme inférieur à celui de 2005 (2,2 %). La conjoncture récente montre une croissance modérée de l'économie.
- ❑ La croissance de l'économie en 2006 est soutenue par la demande intérieure qui augmente à un rythme semblable à celui de 2005. Le commerce extérieur ralentit et constitue toujours un frein.
- ❑ Les analystes s'attendent de nouveau à une croissance modérée l'année prochaine en raison, notamment, du ralentissement de l'économie américaine et de la baisse du marché de l'habitation.

LA DEMANDE INTÉRIEURE SE MAINTIENT

- ❑ Les dépenses de consommation augmentent de 3,5 % en 2005, en accélération par rapport à 2004 (3,1 %). En 2006, la croissance ralentit, les dépenses de consommation affichant une hausse de 2,9 % au premier semestre. Le ralentissement devrait se poursuivre en 2007.
- ❑ La croissance des investissements au premier semestre de 2006 (2,5 %) est semblable à celle de 2005 (2,4 %), mais nettement moindre que celle de 2004 (12,0 %). En 2006, les investissements des entreprises progressent grâce à ceux en machines et matériel, ceux en bâtiments résidentiels et non résidentiels diminuant. Selon les analystes, la croissance des investissements ralentirait l'année prochaine.
- ❑ Les dépenses publiques courantes accélèrent en 2006, atteignant 2,2 %, comparativement à 1,4 % en 2005. Ces dépenses progressent ainsi pour une neuvième année consécutive. Leur croissance pourrait être plus élevée l'an prochain.
- ❑ En 2006, le commerce extérieur constitue de nouveau un frein à la croissance. Au premier semestre, handicapées par le ralentissement de l'économie américaine et la vigueur du dollar canadien, les exportations progressent de 1,3 %. Quant aux importations, leur croissance ralentit à 2,8 %, la plus faible depuis 2002. Les analystes s'attendent à ce que le ralentissement du commerce extérieur se poursuive en 2007; les exportations seraient même en baisse.

Croissance du PIB réel¹, au Québec et au Canada, de 1994 à 2006² (en %)



1. Au prix du marché, base 1997.

2. Pour les six premiers mois de 2006 en fonction de la période correspondante de l'année précédente.

Croissance réelle des principaux éléments du PIB, au Québec en 2004, 2005 et 2006 et prévisions pour 2006 et 2007 (en %)¹

	2004	2005	2006	Prévisions
			Cumul 6 mois	
PIB	2,6	2,2	1,7	2006 : 1,5 à 2,0 2007 : 1,0 à 2,3
Consommation	3,1	3,5	2,9	2006 : 3,3 à 3,4 2007 : 2,8 à 3,0
Investissements privés et publics	12,0	2,4	2,5	2006 : 1,6 2007 : 1,5
Dépenses publiques courantes en biens et services	2,7	1,4	2,2	2006 : 2,1 à 2,6 2007 : 2,1 à 3,1
Exportations	1,5	2,5	1,3	2006 : 0,3 2007 : - 0,8
Importations	5,5	5,0	2,8	2006 : 2,9 2007 : 1,6

1. Taux de croissance calculé par rapport à la même période de l'année précédente.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

DOLLAR : PLUS HAUT NIVEAU EN 30 ANS

- ❑ Après les fortes hausses observées de 2003 à 2005, le dollar continue son ascension en 2006. Pour l'ensemble des neuf premiers mois de 2006, il se situe à 88,3 cents américains, son plus haut niveau depuis 1977 (94,0 cents). Au début de 2002, il avait atteint un creux historique avec 61,8 cents.
- ❑ Pour les neuf premiers mois de 2006 (1,9 %), l'inflation est inférieure à celle de 2005 (2,3 %). Après la flambée des prix de l'énergie, à la fin de 2005 et au début de 2006, l'inflation connaît une forte baisse au troisième trimestre de l'année lorsque les prix de l'énergie chutent rapidement.
- ❑ En 2004, le taux des bons du Trésor à trois mois se situe à 2,2 %, son plus bas niveau depuis 1955. Il grimpe à 2,7 % en 2005 et se fixe à 4,0 % pour les neuf premiers mois de 2006. La tendance récente est à la hausse.

Indicateurs monétaires du Québec en 2005 et 2006 et prévisions pour 2006 et 2007

	2005	2006			Prévisions
		T1	T2	T3	
IPC ¹ (en %)	2,3	2,3	2,4	1,3	2006 : 1,7 à 2,3 2007 : 1,3 à 2,0
Taux d'intérêt (en %, bons du Trésor à trois mois)	2,7	3,6	4,1	4,2	2006 : 4,0 à 4,1 2007 : 3,6 à 4,2
Taux de change (huard en cents américains)	82,5	86,6	89,1	89,2	2006 : 87,7 à 88,7 2007 : 82,0 à 91,1

1. Taux de croissance calculé par rapport à la même période de l'année précédente (1992=100).

- ❑ Selon les analystes, le taux d'inflation diminuerait l'an prochain. Les avis sont partagés sur l'évolution des taux d'intérêt et du huard.

MARCHÉ DU TRAVAIL

FAIBLE CROISSANCE DE L'EMPLOI

- ❑ L'emploi a connu une faible croissance en 2006 (1,4 %), quoique légèrement plus forte que celle de 2005 (1,0 %). Au cours des neuf premiers mois de 2006, il s'est créé 50 900 emplois dont 29 300 à temps plein. Cette création d'emplois se retrouve dans le secteur des services (gain de 69 900 emplois), celui des biens subissant une perte (- 19 000 emplois).
- ❑ En 2006, près de 6 nouveaux emplois sur 10 profitent aux hommes; la tendance des dernières années, alors que la création d'emplois avantagéait les femmes, est donc inversée. Les nouveaux emplois vont uniquement aux travailleurs de 25 ans et plus, l'emploi des 15-24 ans reculant faiblement.
- ❑ Le taux de chômage connaît une faible baisse au cours des neuf premiers mois de 2006, s'établissant à 8,2 %, comparativement à 8,3 % en 2005. Si ce taux se maintenait pour l'ensemble de l'année, cela constituerait un nouveau seuil historique.
- ❑ Après un léger recul en 2005, le taux d'emploi en 2006 rejoint le sommet atteint en 2004, soit 60,2 %. À l'opposé, le taux d'activité diminue un peu et se fixe à 65,5 %.

Marché du travail au Québec en 2004, 2005 et 2006 et prévisions pour 2006 et 2007 (en %)

	2004	2005	2006	Prévisions
			Cumul 9 mois	
Emploi ¹	1,4	1,0	1,4	2006 : 1,1 à 1,3 2007 : 0,5 à 1,0
Population active ¹	0,8	0,7	1,2	..
Taux de chômage	8,5	8,3	8,2	2006 : 8,1 à 8,3 2007 : 8,3 à 8,4
Taux d'emploi	60,2	60,1	60,2	..
Taux d'activité	65,8	65,6	65,5	..

.. Donnée non disponible

1. Taux de croissance calculé par rapport à la même période de l'année précédente.

- ❑ Pour 2007, les analystes prévoient un ralentissement de la croissance de l'emploi. Pour sa part, le taux de chômage augmenterait légèrement.

TENDANCES SALARIALES

GAIN DU POUVOIR D'ACHAT CHEZ LES SYNDIQUÉS EN 2006

- ❑ La Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, adoptée en décembre 2005, prévoit les conditions de travail des salariés de l'administration québécoise jusqu'en 2010.
- ❑ Le taux d'augmentation moyen des échelles salariales de l'ensemble des salariés syndiqués québécois indique une croissance réelle positive de 0,4 % pour les trois premiers trimestres de 2006.
- ❑ Tous les secteurs analysés connaissent une croissance réelle positive. Les gains de pouvoir d'achat vont de 0,1 % dans l'administration québécoise à 0,9 % dans le secteur privé.
- ❑ La situation au chapitre du pouvoir d'achat est meilleure en 2006 qu'en 2005 dans tous les secteurs étudiés. La faible croissance de l'IPC observée au cours des neuf premiers mois de 2006, comparativement à celle notée en 2005 (1,9 % contre 2,3 %), explique en partie ce constat.

Croissance salariale en vigueur en 2006 pour les salariés syndiqués au Québec¹ (en %)

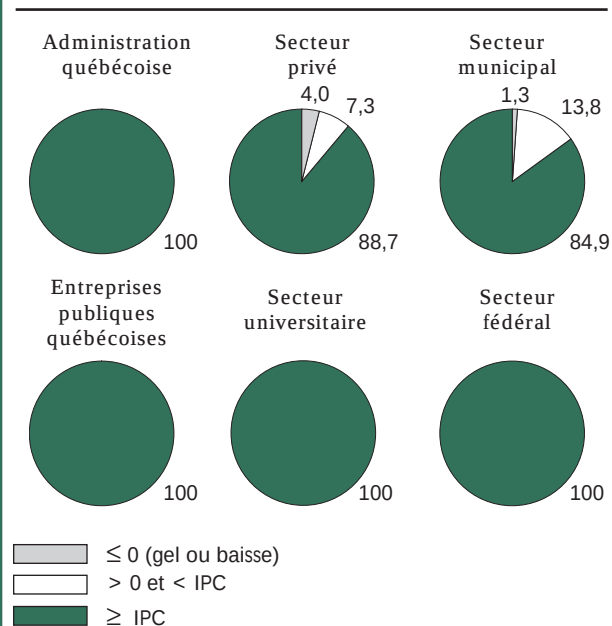
	Nominale	Réelle
Ensemble des salariés québécois syndiqués	2,3	0,4
Administration québécoise	2,0	0,1
Privé	2,8	0,9
Municipal ²	2,4	0,5
Entreprises publiques québécoises	2,2	0,3
Universitaire	2,6	0,7
Fédéral ²	2,5	0,6

1. Données préliminaires : trois premiers trimestres de 2006. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (Projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43).
2. Les secteurs municipal et fédéral comprennent les administrations et les entreprises.

PROPORTION ÉLEVÉE D'AUGMENTATIONS SALARIALES ÉGALES OU SUPÉRIEURES AU TAUX D'INFLATION

- ❑ En 2006, tous les salariés de l'administration québécoise, des entreprises publiques québécoises, des universités et du secteur fédéral profitent d'augmentations salariales égales ou supérieures à la croissance de l'IPC. Les proportions observées dans les secteurs privé et municipal sont respectivement de 88,7 % et de 84,9 %. Dans tous les secteurs analysés, la proportion de salariés bénéficiant de telles augmentations est plus importante en 2006 qu'en 2005.
- ❑ En 2006, 7,3 % des salariés du secteur privé reçoivent des augmentations salariales inférieures à l'IPC, alors que dans le secteur municipal, le pourcentage est de 13,8 %. La proportion de salariés subissant un gel ou une baisse de salaire en 2006 est de 4,0 % dans le secteur privé et de 1,3 % dans le secteur municipal.

Distribution des salariés syndiqués au Québec selon la croissance salariale en vigueur en 2006¹ (en %)



1. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au troisième trimestre de 2006 (données préliminaires). Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (Projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43).

TENDANCES SALARIALES

ENTENTES DERNIÈREMENT SIGNÉES : TAUX STABLES CHEZ LES AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS

- ❑ Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Chez les autres salariés québécois syndiqués (excluant ceux de l'administration québécoise), l'augmentation annuelle moyenne selon les ententes signées en 2006 est la même que celle de 2005, soit 2,4 %. Trois des cinq secteurs connaissent une croissance salariale plus faible dans les conventions de 2006 que dans celles de 2005. Seul le secteur universitaire présente un taux plus élevé en 2006 qu'en 2005.
- ❑ Dans l'administration québécoise, les conventions de 2006 accordent une hausse annuelle moyenne de 0,8 % pour toute leur durée. En 2005, un seul règlement est intervenu dans ce secteur, accordant une croissance annuelle moyenne de 6 %.
- ❑ Lorsque l'ensemble des salariés québécois syndiqués est analysé, les ententes des neuf premiers mois de 2006 accordent une augmentation annuelle moyenne de 0,9 %, moins élevée que celle offerte dans les ententes de 2005 (2,5 %). La croissance salariale plus faible en 2006 s'explique par le résultat de l'administration québécoise, les salariés de ce secteur comptant pour 94 % de l'ensemble des salariés visés.
- ❑ Dans les ententes de 2006, près de 95 % de l'ensemble des salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne inférieure à 1,5 %. Cette proportion était seulement de 5,6 % en 2005.

PERSPECTIVES PLUS FAIBLES EN 2007 QU'EN 2006 CHEZ LES SYNDIQUÉS

- ❑ Selon les perspectives établies par l'Institut, les taux d'augmentation salariale moyens projetés pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués ou non) sont identiques en 2006 et 2007 (2,3 %).
- ❑ Les salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance plus faible en 2007 qu'en 2006 (2,1 % contre 2,3 %).
- ❑ Les salariés de l'administration québécoise se voient accorder 2 % d'augmentation, tant en 2006 qu'en 2007. Dans les secteurs privé et municipal, la croissance anticipée en 2007 est inférieure à celle prévue en 2006. La situation inverse est observée pour ce qui est des secteurs universitaire et fédéral. Dans les entreprises publiques québécoises, la croissance serait la même en 2006 et 2007.
- ❑ Chez les non-syndiqués, les augmentations moyennes des échelles salariales seraient semblables à celles de leurs homologues syndiqués en 2006 (2,3 %), mais un peu plus importantes en 2007 (2,4 %).
- ❑ Compte tenu des prévisions d'inflation, les syndiqués et les non-syndiqués de tous les secteurs connaîtraient une croissance réelle positive en 2006 et 2007; les gains de pouvoir d'achat iraient de 0,1 % à 1,3 % selon l'année et le secteur.

Perspectives salariales pour 2006 et 2007¹
(en %)

	2006	2007
Ensemble des salariés québécois ²	2,3	2,3
Syndiqués	2,3	2,1
Administration québécoise	2,0	2,0
Privé	2,8	2,4
Entreprises publiques québécoises	2,2	2,2
Universitaire	2,6	2,8
Municipal	2,4	2,3
Fédéral	2,5	2,9
Non-syndiqués	2,2 à 2,4	2,2 à 2,6
Croissance de l'IPC prévue	1,9	1,6

1. Les perspectives salariales représentent des taux nominaux de croissance.

2. Le taux de syndicalisation pour les six premiers mois de 2006 est de 40,9 %.

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. La première partie compare les salaires, les avantages sociaux et la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les établissements de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé, municipal, « entreprises publiques », universitaire et fédéral. Le point est également fait sur l'évolution des écarts de rémunération. La deuxième partie présente les tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Elle étudie le pouvoir d'achat des travailleurs et analyse les contextes économique et du marché du travail dans lesquels évolue la rémunération. De plus, elle rend compte des prévisions économiques et donne les perspectives salariales de l'Institut pour 2006 et 2007.

Avec les informations diffusées dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données et analyses facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

**Institut
de la statistique**

Québec



L'édition 2006 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés* est disponible aux Publications du Québec et à l'Institut de la statistique du Québec, au prix de 37,95 \$ plus taxe.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
4^e trimestre 2006
ISBN-13 : 978-2-550-48421-9 (version imprimée)
ISBN-10 : 2-550-48421-5 (version imprimée)
ISBN-13 : 978-2-550-48422-6 (PDF)
ISBN-10 : 2-550-48422-3 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Pour tout renseignement concernant le contenu du rapport, s'adresser à :

Direction du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Bureau 400
Montréal (Québec)
H3B 4J8

Téléphone : (514) 876-4384
Télécopieur : (514) 876-1767